

Nanterre, le 29 mai 2009

François FONDARD
UNAF
28 place Saint-Georges
75009 PARIS

Cher Monsieur,

J'ai pris connaissance avec un grand intérêt de votre courrier du 21 avril dernier. Seul un emploi du temps très chargé m'a empêché d'y répondre plus tôt et je vous prie de m'en excuser.

Vous trouverez ci-après mes réponses à vos questions.

1. Conciliation de la vie familiale et professionnelle

Le Front National est tout à fait favorable à encourager cette conciliation. Au niveau national, il défend depuis longtemps un salaire parental, pour le conjoint qui renonce à une activité pour élever ses enfants, assorti d'un véritable statut et de droits sociaux (droit à la formation, protection maladie, retraite).

Au niveau européen, j'attendrai de voir exactement les propositions pour me prononcer. La notion de « programme » me semble en effet extrêmement floue et, dans les mains des bureaucrates de Bruxelles, très dangereuse.

2. Surendettement

Je suis favorable à un encadrement sévère de l'activité de crédit et notamment la limitation de la publicité ou l'obligation de vérifier la capacité de remboursement des éventuels emprunteurs. L'information des consommateurs est primordiale, ainsi d'ailleurs qu'une action en profondeur pour permettre aux travailleurs de vivre dignement des fruits de leur travail. Il n'est pas acceptable que de plus en plus de gens qui ont un emploi se situent au dessous du seuil de pauvreté et n'ait accès au minimum vital, dans nos sociétés, qu'en faisant appel à des sociétés de crédit peu regardante sur leurs moyens réels.

La création d'un fichier national mérite d'être étudiée, mais également extrêmement encadrée pour éviter les immixtions indésirables dans la vie privée.

3. Actions de prévention

Je voudrais faire plusieurs remarques à ce sujet :

- engager les familles à des comportements « sains » est une bonne intention. Elle dépend cependant du pouvoir d'achat de chacun. L'information ne suffit pas, tant qu'un hamburger-frites vaudra moins cher qu'un kilo de légumes quelconques ;

- l'éducation alimentaire des enfants est importante, mais ne doit conduire à aucun bourrage de crâne scolaire ;
- l'étiquetage, c'est bien, mais je dénonce l'action des l'Union européenne en la matière : autoriser n'importe quoi (mélange de vins blanc set rouge pour faire du rosé, OGM, graisses végétales dans le chocolat...) sous réserve de le marquer sur une étiquette que personne ne lit ne remplace pas une réelle politique de qualité absolue des produits ;
- l'action en faveur du développement durable peut être contraignante vis-à-vis des autorités publiques (édiction de normes, etc...) mais seulement incitative et pédagogique vis-à-vis des familles et doit être subordonnée à des objectifs de santé publique et d'emplois.

4. Parents migrants et éducation de leurs enfants

Préférence nationale et inversion des flux migratoires : telles sont les priorités du Front National. Les personnes étrangères désirant s'installer et vivre en France doivent faire la preuve de leur désir de participer à notre société, notamment en adoptant et respectant nos lois et nos mœurs, mais aussi nos coutumes et même nos goûts.

5. Internet

Je crois fondamentalement dans le rôle des parents dans l'éducation, l'information et la surveillance de l'utilisation d'internet par les enfants. Bien sûr, les autorités doivent lutter avec la plus grande fermeté contre la pédophilie ou autres activités illégales sur la toile mondiale, mais les parents ne doivent pas être absouts de leur négligence.

Par ailleurs, la légitime protection des enfants ne doit pas servir d'alibi à la censure incontrôlée.

6. Accès à internet

Je suis tout à fait favorable à l'accès internet à haut débit sur tout le territoire, et notamment en zones rurales, à un coût abordable.

Je ne suis pas sur que l'UE soit l'échelon efficace pour arriver à cet objectif, si j'en juge par les actions entreprises efficacement en France par des départements comme l'Eure, par exemple.

7. Aidant familial

Je suis favorable à une telle reconnaissance, je doute de la plus-value du niveau européen.

8. Famille et territoire

Je m'engage à étudier au cas par cas les problèmes. En effet, ce que je constate en tant que conseiller régional et ce que me confirment mes collègues élus au Parlement européen, c'est que la politique régionale de l'Union européenne est clientéliste, peu adaptée à l'aménagement du territoire national, dispendieuse de fonds publics (puisqu'elle exige un cofinancement local et/ou national) pour des actions à l'objectif plus européen que d'équilibre des territoires.

Quant aux mesures complémentaires, elles ne peuvent être que nationales, notamment le maintien de services publics (détruits par l'Europe de Bruxelles) et d'écoles en milieu rural.

9. Familles et développement durable

Je crois que l'UE a une et une seule priorité : la concurrence et le libre-échange au niveau mondial, qu'elles qu'en soient les conséquences. Elle croit en la capacité naturelle des marchés à organiser les rapports sociaux, économiques et de production au mieux des besoins de la société. Ses réglementations quant au respect de l'environnement (règlement REACH, paquet énergie-climat,...), vont peser sur la compétitivité des entreprises européennes, seules concernées en l'absence d'exigences similaires sur les produits importés, sans bénéfice pour l'Europe, les Européens, et l'environnement.

Comment intégrer les familles à la définition et l'évaluation de ces politiques ? Tout simplement en respectant les axiomes de base de la démocratie : consultation des peuples, prise en compte et respect de leur expression. Si j'en crois le sort réservé aux trois « non » au nouveau traité, quel que soit son nom et sa forme, nous sommes mal partis.

10. Budget / MOC

De tout ce que je vois, et de tout ce que mes collègues font l'expérience au Parlement européen, il n'est pas souhaitable que l'Union européenne intervienne dans la politique de la famille.

11. Intergroupe

Je pense effectivement que l'existence d'un intergroupe « famille » est important (encore faut-il qu'il soit reconstitué). Mais comme vous le soulignez vous-même, ces structures sont informelles et leur influence aléatoire.

12. Année européenne de lutte contre la pauvreté

Les années européennes sont uniquement l'occasion de promouvoir l'image de l'Union européenne, de (sur)promouvoir son action ou de trouver un alibi à son inefficacité. Je ne pense pas participer à une action de pure propagande en faveur de la bureaucratie bruxelloise.

En revanche, et en lien avec votre dernière question, je pense que tous mes votes seront dictés par les intérêts des familles françaises et des peuples européens. C'est un critère toujours présent à l'esprit de nos députés.

Je vous prie de croire, Cher Monsieur, en l'assurance de ma meilleure considération.

Jean-Michel DUBOIS
Candidat du Front National dans la
circonscription « Ile-de-France »